

Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique

Nous faisons face à une épidémie mondiale avec les différents variants du coronavirus. La vaccination est un élément clé pour stopper ou limiter les dégâts de l'épidémie à l'échelle de la planète, pas d'un Etat. A l'heure où les pays riches ont un taux de vaccination majoritaire dans la population et où l'on parle d'une troisième dose, les trois quart de l'humanité restent démunis pour lutter contre l'épidémie, et certains pays n'ont vacciné que moins de 10 % de leur population.



C'est pourquoi les brevets doivent être levés sur les vaccins et les futurs traitements ; assurer l'accès universel au vaccin et aux soins devient un enjeu mondial.

Pourtant, après sa gestion calamiteuse et désordonnée de la pandémie, après avoir poursuivi le démantèlement de notre système de soin, après avoir refusé de donner des moyens supplémentaires aux services publics et à la protection sociale,

le gouvernement s'enferme dans un débat franco-français et impose par la contrainte et de manière déguisée l'obligation vaccinale. Parce qu'il n'a pas su convaincre et qu'il n'est plus crédible, le gouvernement suscite la méfiance là où il aurait dû entraîner l'adhésion.

Avec le pass sanitaire, l'Etat :

- recrute des vigiles plutôt que des soignants,
- restreint les libertés d'une partie de la population, la plus jeune et la plus précaire ; l'empêche d'accéder à des services publics essentiels, comme se faire soigner,
- menace des milliers de travailleur·euses d'être privé·es de salaire,
- étend le contrôle et le fichage de la population, au mépris du secret médical,
- ouvre un boulevard à l'extrême droite, aux thèses complotistes, racistes et antisémites, dans un mesquin calcul électoraliste.

Pendant ce temps, le capitalisme continue sa course folle : les profits du CAC 40 explosent sur le dos des salarié·es et de l'environnement, le gouvernement s'apprête à faire appliquer la réforme de l'assurance chômage qui fera basculer dans la précarité des milliers travailleur·euses privé·es d'emploi, ainsi qu'à remettre sur la table l'injuste réforme des retraites voulant nous faire

travailler jusqu'à 64 ans voire plus quand les entreprises ne recrutent plus où se débarrassent des salarié·es de plus de 50 ans.



Nancy, le 3 septembre 2021



En conséquence, SUD-Solidaires 54 appelle à la construction d'une mobilisation sociale d'ampleur, pour le progrès social, contre toutes les régressions. Nous appelons à participer massivement à la mobilisation nationale et intersyndicale du 5 octobre et à construire ses suites. Dans cette perspective, nous appelons à participer aux mobilisations du samedi contre le pass sanitaire sans accepter la moindre compromission face à l'extrême droite.



C'est pourquoi elles exigent :

- L'augmentation des salaires,
- l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,
- un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
- l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives.
- un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Le 5 octobre, mobilisé·es pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études !

Les organisations syndicales CGT- FO - FSU - Solidaires - FIDL - MNL - UNEF - UNL réunies le 30 août appellent à la mobilisation de l'ensemble des travailleur·ses du secteur privé et public, et la jeunesse, **le mardi 5 octobre 2021.**

Elles rappellent qu'elles ont mis en garde le gouvernement, au début de l'été, face à ses projets de régression sociale. Elles ont, à cette occasion, formulé des solutions économiques et sociales pour sortir de la crise sanitaire.

Elles s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salarié·es et des jeunes. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salarié·es.

En cette rentrée, l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail. La précarité est en forte hausse, et malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste d'actualité. Le retour de la réforme des retraites que nous avons combattue et empêchée revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites. Le chômage partiel a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.

Trop de salarié·es, notamment les travailleur·ses particulièrement exposé·es et dits de « 2^{ème} ligne », maintenu·es à de bas salaires ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration.

Les agent·e·s de la fonction publique attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat. Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nos organisations réclament le rétablissement.

Montreuil, le 30 août 2021